

Pas de discrédit contre le mouvement social !

Nous vous invitons à prendre connaissance du communiqué de presse de la CGT concernant les accusations graves portées par le chef du gouvernement à notre égard.

Pour information, nous vous proposons de prendre connaissance de (voir au dos) :

- l'appel d'intellectuels français et étrangers contre la campagne anti-C.G.T.
- la déclaration du Secrétaire général du syndicat Alliance dénonçant les consignes reçues pendant les manifestations.

Communiqué de la CGT

Réaction de la CGT aux propos inacceptables du Premier Ministre Manuel Valls

Le Premier Ministre vient d'accuser la CGT d'être responsable des violences intervenues en marge de la manifestation nationale du 14 juin, à Paris, contre le projet de loi travail.

La CGT tient à rappeler au Premier Ministre que cette mobilisation, comme les précédentes, n'a pas été organisée par la CGT mais par 7 organisations syndicales de salariés et de jeunesse qui, depuis 4 mois, dans l'unité, demandent le retrait de ce texte régressif.

Quelle est la réalité des faits ? C'est en marge du cortège de cette manifestation, déposée par les organisations et validée par la Préfecture de police de Paris, que des bandes de casseurs se sont à nouveau livrées à des exactions que la CGT a d'ailleurs condamnées officiellement, une fois de plus, dans son communiqué national.

Le Premier Ministre ne peut ignorer qu'il incombe aux pouvoirs publics, dont il a la première responsabilité, d'assurer la sécurité et le maintien de l'ordre.

La CGT souligne le sang-froid et la maîtrise des militants de son service d'ordre qui, sans faillir, ont pris les dispositions nécessaires afin de garantir la sécurité des participants à cette manifestation massive.

En conscience et prenant en compte les informations données par les services de la Préfecture, les organisations syndicales ont fait le choix de ne pas aller jusqu'au bout du parcours prévu, malgré la frustration légitime des participants, pour ne pas les exposer davantage à la violence et aux incidents générés par des éléments extérieurs. Face à cette contrainte, une fois encore, l'ensemble des services d'ordre des organisations ont su créer et mettre en œuvre les conditions pour que les participants, venus de toute la France, puissent rejoindre leurs moyens de transport.

La CGT tient à rappeler au Premier Ministre que, comme il n'est pas de la responsabilité des supporters d'assurer la sécurité dans et autour des stades de l'euro de football, de la même façon il n'est pas de la responsabilité des manifestants d'assurer la sécurité dans et autour d'une manifestation autorisée par la Préfecture de police.

Menacer d'interdire les manifestations est le signe d'un gouvernement aux abois.

Plutôt que de faire l'inventaire tendancieux d'éléments à charge contre la CGT, Manuel Valls ferait bien mieux d'entendre la majorité des salariés, des jeunes et plus largement des citoyens qui rejettent ce projet de dumping social et de destruction de notre modèle de société.

Montreuil, le 15 juin 2016

Un syndicat de policiers dénonce les consignes reçues pendant les manifs

Le syndicat Alliance s'interroge sur les consignes de non-intervention reçues face aux casseurs. Et accuse le gouvernement de vouloir décrédibiliser les mouvements sociaux.

La charge est inattendue. [Sur France Info](#), le secrétaire général du syndicat policier majoritaire Alliance, Jean-Claude Delage, s'est interrogé sur les consignes reçues par les policiers pendant les manifestations. Il s'interroge notamment sur la passivité imposée aux forces de l'ordre lorsque des casseurs sont en action.

"Attendre une heure"

Pourquoi les CRS n'interviennent-ils pas plus rapidement lorsque des groupes de personnes s'en prennent à des vitrines ou des équipements publics? Selon le patron d'Alliance, les policiers ne font qu'obéir aux ordres.

"Lorsque vous voyez des casseurs détruire les vitrines, saccager des panneaux publicitaires, se servir des tubes néons à l'intérieur pour attaquer les forces de l'ordre et que des policiers mobilisés sont en face d'eux et qu'ils doivent attendre une heure en face d'eux pour intervenir (...) on se demande bien pourquoi."

Celui qui [appelle les policiers à manifester](#) contre "la haine anti-flics" le 18 mai l'assure: "les policiers veulent interpeller les casseurs". Et d'ajouter:

"L'Etat doit prendre ses responsabilités, ne pas nous laisser attendre des heures face à des casseurs identifiés, qu'on pourrait même peut-être préventivement assigner à résidence dans le cadre de l'état d'urgence ou interpeller."

Quelle est la logique derrière ces ordres ?

Pour Alliance, la stratégie de laissez-faire du gouvernement n'a qu'un objectif, jeter le discrédit sur l'ensemble de la mobilisation contre la Loi Travail.

"Je pense que ça vise aussi à discréditer le mouvement social et syndical parce qu'évidemment, lorsque des syndicalistes manifestent contre un texte et qu'il y a des casseurs qui cassent tout dans le quartier, que les riverains sont exaspérés et que la police ne peut pas rapidement intervenir, et bien ça discrédite aussi quelque part le mouvement social" estime Jean-Claude Delage.

Depuis son annonce par le gouvernement, le projet de Loi Travail a suscité une très vive contestation, traduite par des manifestations partout en France. Manifestations en marge desquelles ont été observés de violents affrontements avec les forces de l'ordre.

Appel d'intellectuels français et étrangers contre la fascisante campagne anti-C.G.T.

« L'esprit critique, l'indépendance intellectuelle ne consistent pas à céder à la réaction, mais à ne pas lui céder ». Georges Politzer, philosophe, fusillé par les nazis en 1942.

Alors que – classe ouvrière en tête – la part la plus active du monde du travail et de la jeunesse est à l'offensive pour sauver un acquis fondamental, alors que la répression d'Etat et la violence policière s'abattent sur nombre de syndicalistes en résistance (Air France, Goodyear, etc.), une odieuse campagne de désinformation et de haine relevant d'un mépris de classe néo-versaillais vise la Confédération Générale du Travail et les autres syndicats d'étudiants et de salariés qui refusent l'ainsi-dite Loi Travail.

Dans ces conditions, le rôle des intellectuels fidèles au devoir d'esprit critique n'est pas de hurler avec les loups, ni de tresser des louanges aux « syndicalistes » qui accompagnent ou précèdent le dé-tricotage des conquêtes sociales de notre peuple (retraites, sécurité sociale, service public, droit du travail, etc.). Ceux qui veulent rester fidèles aux Lumières doivent au contraire dénoncer la nocivité du projet dit « El Khomri », cette transposition en droit français de l'euro-diktat du 15 juillet 2015 qui prescrit la déréglementation du marché du travail en France, mais aussi en Belgique (Loi Peters) ou en Italie (le « Job Act » de Matteo Renzi).

Le rôle des intellectuels critiques est d'abord de lire la loi par eux-mêmes. Chacun verra alors que l'« inversion de la hiérarchie des normes » du droit social dynamitera les salaires ; entreprise par entreprise, elle permettra aux patrons de combat de contourner les conventions collectives en faisant du chantage à l'emploi ; de cette manière, les rémunérations, les protections légales et les conditions de travail de tous seront tirées vers le bas, y compris pour finir dans la fonction publique. Il convient aussi de rappeler que le rôle d'une « gauche » digne de son nom n'est pas de rabougir sans fin les conquêtes sociales au nom de la « modernité » en pavant la voie des « LR » et du FN.

Il faut aussi redire que ce n'est pas la classe ouvrière qui bloque le pays : c'est le grand capital, le MEDEF, le CAC-40 (avec ses délocalisations et son « optimisation fiscale »), l'UE néolibérale et les gouvernements maastrichtiens successifs qui minent le développement de notre pays en détuisant les services publics et la protection sociale mis en place par le Front populaire et par le CNR. Ceux qui détruisent, non seulement « l'image de la France à l'étranger », mais la République française elle-même, ce sont ceux qui rampent devant les eurocrates de Bruxelles et Francfort, ceux qui négocient dans notre dos le funeste Traité transatlantique, ceux qui rallient les guerres impérialistes de l'OTAN, ceux qui imposent une austérité salariale sans fin pendant que les PDG du CAC-40 s'octroient des revenus indécents, ceux qui soumettent notre pays à une politique, à une langue, à une pensée et à une économie uniques.

Quant à la violence, elle n'émane pas des militants qui font respecter les décisions majoritaires des ouvriers ou des étudiants en lutte, mais de ceux qui imposent une loi qui ne figurait nulle part dans le mandat présidentiel de François Hollande ; une loi que M. Valls impose au Parlement réticent au moyen du 49/3, sans parler des violences policières qui frappent d'honnêtes gens en lutte pendant que les méga-fraudeurs du Panama et des autres paradis fiscaux coulent des jours tranquilles.

Intellectuels et travailleurs nous-mêmes, nous soutenons les salariés en lutte car si la loi sclérate passait, non seulement l'offensive thatchérienne tous azimuts qui suivrait très vite araserait l'héritage progressiste de notre pays, mais toutes les bases sur lesquelles repose l'activité sociale et civique des intellectuels (éducation, culture, recherche, santé, etc.) seraient encore plus gravement menacées qu'elles ne le sont déjà aujourd'hui. C'est donc nous-mêmes, l'avenir du pays, l'esprit critique, la démocratie et le progrès social que nous défendons en appelant les intellectuels de progrès de notre pays à afficher une solidarité sans faille avec les courageux ouvriers des transports, de la chimie, de la métallurgie, de l'énergie, etc. qui bloquent les casseurs de France et qui défendent l'avenir de notre peuple et de sa jeunesse !